

# Le régime burundais s'enfoncé dans son isolement

## GRANDS LACS Le président Nkurunziza se méfie de tout le monde

Après la Belgique et la France, cette fois c'est le Canada que le pouvoir burundais prend pour cible : la récente tournée en Afrique du ministre canadien de la Défense, en compagnie du général Romeo Dallaire qui commandait les Casques bleus au Rwanda en 1994, a suffi pour que le CNDD (Conseil national de défense de la démocratie) publie un communiqué dénonçant un plan que concocterait le Canada « en vue de renverser les institutions démocratiquement élues » et de déployer une force onusienne au Burundi et ailleurs dans la région, perspective que Bujumbura refuse catégoriquement.

Ce communiqué fait suite à la résolution de l'ONU réclamant le déploiement de 228 policiers au Burundi afin de protéger les populations civiles. Cette bien modeste proposition, qui vise autant à protéger le régime des excès de ses zélotes radicalisés qu'à assurer la sécurité des civils, a engendré à Bujumbura une véritable rage contre la France jusqu'à présent relativement épargnée.

Ces réactions démontrent à quel point s'accroît l'isolement du régime, tant sur le plan politique qu'économique. En effet, les communications sont très difficiles avec le Rwanda et la compagnie de bus Volcano est pratiquement à l'arrêt. Ce qui pénalise non seulement le trafic de voyageurs, mais aussi celui des marchandises, qui ne peuvent plus transiter par le grand marché de Bujumbura pour être vendues au Rwanda. Or la vente des bananes, des ananas et autres denrées agricoles représente l'une des dernières ressources du Burundi. A Cibitoke, bastion hutu, les paysans, furieux de ne pouvoir écouler leurs récoltes, ont refusé de participer à une marche « contre la France » initiée par les autorités.

### Le poids de la pénurie de devises

A cela s'ajoutent les effets de la pénurie de devises : dans la capitale, les files

s'allongent devant les pompes à essence, les banques manquent de liquidités, la malaria se répand faute de médicaments contre le paludisme... Le lait lui aussi commence à faire défaut : de nombreux éleveurs tutsis ont choisi de quitter le pays, leurs troupeaux ont été décimés et le lait en boîte, venant du Rwanda ou d'Ouganda, ne traverse plus la frontière.

Parallèlement à cette inexorable dérive économique, accentuée par les sanctions internationales, les miliciens Imbonerakure maintiennent toujours leur quadrillage du pays, menaçant d'éliminer leurs compatriotes tutsis si un coup d'Etat devait mettre fin au pouvoir du président Nkurunziza tandis qu'au sein de l'armée, les défections se multiplient : des militaires burundais déployés dans des missions de paix (Somalie, Centrafrique) s'efforcent de ne pas rentrer au pays et disparaissent.

Cependant, le parti au pouvoir CNDD se prépare déjà aux prochaines

échéances, en l'occurrence les élections prévues pour 2020 et une importante réunion du parti a eu lieu ce week-end. S'y sont révélées les divisions entre ce qui reste des « frondeurs », qui étaient opposés au troisième mandat du président Nkurunziza, et les éléments les plus radicaux issus de la lutte armée et qui estiment que le pouvoir leur revient de droit et sans alternance dans un délai prévisible.

Ces divisions entre les politiques sont parallèles aux luttes d'influence au sein de l'armée, où les anciens maquisards hutus tiennent toujours le haut du pavé mais sont accusés d'avoir, par leur intransigeance et leur goût du pouvoir, mené le pays dans l'impasse.

Soulignons enfin que le climat général est assombri par la mort probable d'un journaliste très estimé, Jean Bigirimana, attaché au journal *Iwacu* et porté disparu depuis le 22 juillet. ■

C. B.